OFFRE DE THESE EN ERGONOMIE

Sujet

La conduite de projet au prisme de l'enquête sociale pour fournir une alimentation plus durable au travail

Le cas du projet alimentaire territorial du Plateau de Saclay

Début de la thèse :	*Septembre 2022*
Encadrement :	M. Cerf, Directrice de recherche, UMR SADAPT, Université Paris Saclay, INRAE, AgroParisTech V. Boccara, Maitre de conférences, UMR LISN, Université Paris Saclay, CNRS,
Rémunération :	1874,41 Brut/mois
Formation :	- Master en ergonomie, sociologie du travail, sociologie politique - Diplôme d'ingénieur ou de master d'école d'agronomie avec une valence SHS
Connaissances exigées :	- Analyse du travail en science sociale - Méthodes d'enquête : entretien, observation, questionnaire - Méthodes de recherche participative - Analyse bibliographique - Français (minimum C1), Anglais (minimum B2),
Lieu (double localisation) :	- UMR SADAPT, rue de la Vauve, 91120 Palaiseau - LISN, Bat.508, Rue John Von Neumann, 91400 Orsay
Qualités requises :	- Curiosité intellectuelle et rigueur méthodologique - Goût pour la pluridisciplinarité et les études de terrain - Autonomie avec une aptitude à travailler en équipe et être force de proposition - Bonne capacité rédactionnelle en Français et en Anglais
Candidature	- Lettre de motivation, CV, relevé de note du parcours universitaire, rapport de Master - Par mail à : marianne.cerf@inrae.fr et vincent.boccara@universite-paris-saclay.fr

Contexte : le projet ICAD *(financement ANR)*

La crise sanitaire de la Covid-19 a mis en exergue la fragilité des chaînes de valeur mondialisées, notamment les vulnérabilités qu'induit leur gestion en flux tendus, tout en soulignant la plus grande capacité d'adaptation des circuits courts (Darrot et al. 2020). Face à ce constat, les politiques publiques affichent un regain d'intérêt pour la relocalisation de la production dans les territoires nationaux, dont celles des filières alimentaires et agricoles (voir le plan de relance économique de la France de 2020-2022 ou « France Relance » et son appui aux Projets Alimentaires Territoriaux ou PAT). Les principaux objectifs avancés pour ce soutien sont de garantir l'autonomie et la sécurité alimentaire, de dynamiser l'économie locale, et de contribuer à réduire l'impact sur le climat des activités humaines. Ces objectifs sont à resituer dans les dispositions réglementaires issues de la mise en place de la loi Egalim et dans les politiques d'étiquetage nutritionnel et environnemental qui se développent. Parallèlement, la crise a aussi profondément impacté la façon dont s'organise le travail, avec une nouvelle place donnée au travail à distance, modifiant de ce fait la façon dont les travailleurs se restaurent sur leur temps de travail. La restauration collective d'entreprise est largement impactée par ces réorganisations du travail. Ces dernières sont ainsi à prendre en compte dans les politiques alimentaires territoriales dès lors qu'elles souhaitent intégrer les besoins des travailleurs pour accéder à une offre en alimentation plus saine et durable sur leur lieu de travail (domicile ou entreprise). Dans ce contexte, le projet Innovations Couplées et Alimentation Durable (ICAD) propose de contribuer, sur le plan scientifique, aux travaux sur les processus de reterritorialisation des systèmes alimentaires, en prenant pour exemple le territoire de la communauté Paris-Saclay. Ce dernier se caractérise par un afflux important de travailleurs et par une production agricole structurellement insuffisante pour satisfaire l'ensemble des besoins alimentaires du territoire. Un Projet Alimentaire Territorial (PAT) est en cours et ceux qui le portent s'interrogent sur la façon d'intégrer ces enjeux dans leur démarche d'accompagnement. L'approche qui sera développée dans le projet ICAD est attentive aux pratiques des acteurs qui participent à la reterritorialisation de l'offre, tant au sein des circuits d'approvisionnement qu'au sein des collectivités et associations qui accompagnent le PAT et plus largement la transition des systèmes alimentaires vers plus de durabilité dans le territoire. Une première thèse

s'intéressera aux coordinations internes et externes qu'il est nécessaire de mettre en œuvres au niveau des chaines de valeurs pour (re)territorialiser des systèmes alimentaires, tandis qu'une seconde thèse (objet de cette offre) s'intéressera au travail d'intermédiation porté par les acteurs des politiques publiques pour soutenir la (re)territorialisation des circuits alimentaires. Pour cela, elle se centrera sur les pratiques des acteurs en charge de l'accompagnement dans le cadre du PAT « De la Plaine aux Plateaux » en vue de proposer une démarche permettant d'intégrer les transformations du travail liées à la reterritorialisation des systèmes alimentaires dans la manière de mener cette politique publique.

Objectifs de la thèse

Les acteurs qui sont impliqués dans l'animation des PAT sont conduits à soutenir des acteurs locaux et des initiatives pour (re)dynamiser et diversifier l'offre sur leur territoire. Bien qu'en dehors des prérogatives directes des collectivités quand la restauration d'entreprise ne concerne pas leurs employés, un de leurs enjeux est aussi de pouvoir intégrer les réorganisations à l'œuvre dans le « secteur » de la restauration d'entreprise, réorganisations encore plus marquées depuis la crise (montée du télétravail, évolution des habitudes alimentaires sur le lieu de travail) et de les soutenir par l'action territoriale dans le cadre des PAT. Ce soutien implique de s'interroger sur les modèles socio-économiques favorisant la relocalisation des productions dans les territoires. Les sphères académiques mais aussi l'ADEME mettent en avant aujourd'hui des modèles comme l'économie circulaire, l'économie de la fonctionnalité, l'économie de la collaboration. D'après Sidoli (2017) ces modèles, fondés sur des « solutions d'usages », mettent en avant : (i) les transformations nécessaires des logiques productives et des conventions sociales de consommation ; (ii) la façon de prendre en compte la question environnementale et la raréfaction des ressources. Néanmoins, peu d'analyses empiriques étudient la façon dont ces cadres sont mobilisés dans l'action publique territoriale pour soutenir la relocalisation des chaines de production. Cette thèse souhaite contribuer à combler ce déficit en se focalisant sur le travail d'intermédiation (Steyaert et al. 2016) réalisé par les animateurs de Projets Alimentaires Territoriaux et la façon dont il intègre ou non certains modèles socio-économiques et une certaine compréhension des dynamiques de réorganisation au sein des circuits alimentaires pour reterritorialiser l'alimentation. Ceci nous semble d'autant plus important qu'on ne peut qu'être frappés par une certaine standardisation des solutions envisagées dans le cadre des PAT (plateforme de mutualisation comme les légumeries, achat de terres et installations d'agriculteurs pour fournir les cantines par exemple) malgré des leviers et des freins très spécifiques aux territoires (modes d'occupation de l'espace, nature des productions locales, densité de populations, orientations des politiques des élus locaux…).

Plus précisément, la thèse sera conduite dans le cadre du PAT de Saclay-Versailles-Saint-Quentin qui couvre un espace délimité par les territoires agri-urbains portés par trois associations (Terre et Cité. Triangle Vert, Association de la Plaine de Versailles et du Plateau des Alluets) et une grande partie des territoires administratifs des communautés d'agglomération de Paris-Saclay, Saint Quentin en Yvelines et Versailles Grand Parc. Ce territoire est choisi à la fois car il est le lieu d'inscription de la thèse et permet de l'ancrer dans son territoire de travail, mais aussi car il voit aujourd'hui évoluer rapidement sa population et son aménagement, avec, entre autres, l'arrivée massive d'une population de travailleurs dont les attentes en matière d'alimentation saine et durable sont fortes.

Sur le plan scientifique, le projet contribuera aux travaux sur les processus de reterritorialisation des systèmes alimentaires pour assurer une alimentation durable au sein d'un territoire. Ces processus ont été majoritairement traités sous l'angle de la relocalisation des systèmes alimentaires (par exemple : Lamine & Chiffoleau, 2016). Néanmoins cette dernière n'est pas toujours synonyme d'amélioration des performances environnementales d'un système alimentaire (Malak-Rawlikowska et al., 2019) et n'est pas une réponse suffisante à court et même moyen termes dans de nombreux territoires urbains. Dans ces territoires, nous postulons que les processus de reterritorialisation s'opèrent tant dans des circuits courts que longs et qu'émergent des formes d'hybridation que les acteurs de ces circuits mettent en place pour assurer une alimentation durable dans un territoire. La thèse propose d'aborder les conditions de stabilisation/déstabilisation dans le temps de ces formes d'hybridation au prisme du travail d'intermédiation réalisé pour organiser, cadrer, soutenir de nouvelles offres alimentaires saines et durables au sein des circuits. Le Bail et al. (2021) parlent d'un travail de reterritorialisation pour désigner l'ensemble des activités qui permettent aux acteurs de ces circuits de se lier autour d'une certaine vision du local et du durable, au sein d'un espace géographique, culturel et/ou politique qu'ils identifient comme territoire et qu'ils font évoluer. De même que le travail collectif d'organisation (ou de réorganisation) (de Terssac, 2003) vise la création de nouvelles façons de faire, pour un meilleur agencement organisationnel collectif, le travail de territorialisation (ou de reterritorialisation) vise à créer des marges de manœuvre, des nouvelles façons de se coordonner, voire des nouvelles façons de faire pour fournir, dans le cas présent, une alimentation saine et durable dans un territoire. Notre enjeu est alors de cerner comment ce que nous appelons le travail d'intermédiation opéré par les partenaires du PAT, perçoit et soutient ce travail de territorialisation réalisé au sein des circuits alimentaires.

Il est aussi de s'interroger sur la façon dont ce travail d'intermédiation peut créer les conditions d'un travail de territorialisation durable (Gollac, Guyot & Volkoff, 2008 ; Shani, Docherty & Forslin, 2002) pour ceux qui le réalisent. Enfin, il s'agit de mettre en lumière si travail d'intermédiation et travail de territorialisation sont réellement distincts, comment ils se complètent, s'articulent ou entrent en concurrence.

Pour traiter de ces questions, nous souhaitons analyser et accompagner le travail d'intermédiation des partenaires d'un Projet Alimentaire Territorial (celui de l'Ouest Parisien intitulé « de la Plaine aux Plateaux ») pour accompagner la reterritorialisation des circuits alimentaires pour la restauration collective. Nous proposons de mobiliser le cadre pragmatiste pour appréhender l'action publique qu'ils réalisent comme une enquête sociale (Zask, 2015) et analyser la façon dont la conduite du PAT peut favoriser l'articulation des différentes enquêtes (au sens de Dewey, 1938) menées par les acteurs qui pilotent le PAT et concernés par cette reterritorialisation dans le cadre de la restauration collective. Cela suppose donc aussi de mettre en lumière la façon dont chaque acteur impliqué dans la conduite du PAT développe son analyse de la situation, identifie et met à l'épreuve les moyens de son action, et en débat dans des espaces constitués au sein du PAT. Cela suppose aussi d'appréhender les objets intermédiaires ou frontières (Vinck, 2009) qui articulent ces enquêtes dans le cours du travail d'intermédiation. Il est envisagé que le.a doctorant.e produisent aussi de tels objets soit pour mettre en lumière ou soutenir le travail d'intermédiation à partir des analyses du travail réalisée dans la thèse soit pour renforcer dans les processus d'intermédiation, la prise en compte du travail de territorialisation tel qu'il aura été analysé dans le projet ICAD.

Ainsi nous souhaitons préciser les éléments qui retiennent leur attention et orientent leur mode d'action. En lien avec nos propres préoccupations nous chercherons plus particulièrement à saisir : comment ils identifient les dynamiques et modèles socio-économiques qui sous-tendent les réorganisations des circuits alimentaires pour fournir une alimentation durable en restauration collective sur les lieux de travail ; comment ils appréhendent les formes d'hybridation entre circuits courts et longs et sont attentifs ou non au travail de territorialisation qu'elles recèlent ; comment ils évaluent la façon dont ce travail est réalisé d'une part et réussi à répondre à certains besoins en alimentation saine et durable sur le territoire d'autre part ; les espaces et outils qu'ils construisent pour soutenir la transition des systèmes alimentaires dans leur territoire ; la manière dont leur travail d'intermédiation contribue à favoriser la mise en œuvre d'un travail de territorialisation durable ou décent au sein des systèmes alimentaires.